



Arrêté N°2025 - 014

Relatif aux prélèvements et à l'emport hors du cœur de parc national d'échantillons de sols

La Directrice par intérim, Directrice Adjointe de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe,

Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L.331-4-1;

Vu le décret n°2009-614 du 3 juin 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national de la Guadeloupe aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006 et notamment son article 3,

Vu le décret n°2014-48 du 21 janvier 2014 portant approbation de la charte du Parc national de la Guadeloupe, et notamment la modalité 2 de son annexe 2 relative aux modalités d'application de la réglementation pour les cœurs,

Vu la demande d'autorisation du BRGM pour le prélèvement d'échantillons de sols,

Considérant l'intérêt de l'étude pour le Parc national de la Guadeloupe ;

DECIDE

Article 1

Mme GROUSSARD Charlyne et son équipe, inscrite à l'article 2, peuvent prélever des échantillons de sols.

Article 2

La personne responsable des prélèvements est GROUSSARD Charlyne
BRGM de la Guadeloupe,
- 20 ZAC de Colin Sud, 97170 Petit-Bourg.

c.groussard@brgm.fr

06 61 46 75 27

Il pourra être accompagné de :

- Simon CHAPRON, Chef de projet pour les sites et sols pollués, (BRGM)
- Clarisse GAUDIN, Stagiaire sur le projet du fonds géochimique de la Basse-Terre

Article 3

- Les prélèvements sont autorisés sur les sites suivants :

Site	Latitude	Longitude
Morne Incapable	16°6'13"N	61°40'10"W
Beauséjour	16°4'32"N	61°43'44"W
Bras David	16°8'8"N	61°43'18"W
Savane l'Herminier	16°5'34"N	61°40'4"W
Corossol	16°7'10"N	61°42'45"W
Grande Rivière	16°5'9"N	61°43'28"W
Belle Plaine	16°9'41"N	61°43'48"W
	16°10'53"N	61°40'51"W
Route de la Traversée	16°10'57"N	61°44'40"W
	16°10'41"N	61°42'53"W
Matouba	16°3'2"N	61°41'26"W
Ravine Bains Jaunes	16°1'51"N	61°40'28"W
Savane aux Ananas	16°4'31"N	61°40'21"W
Bananier	16°1'25"N	61°38'13"W
Fond Gravois	16°0'25"N	61°37'57"W
Le Galion	16°2'10"N	61°39'41"W
Morne Savon	16°3'47"N	61°40'33"W
Forêt de Féfé	16°3'59"N	61°37'27"W
Carbet	16°2'33"N	61°38'52"W
L'Echelle	16°2'21"N	61°39'32"W
Trou à de l'eau	16°11'59"N	61°42'2"W
Maison de la Forêt	16°10'31"N	61°41'35"W
	16°10'58"N	61°44'7"W
Col des Mamelles	16°11'2"N	61°44'14"W
Rivière Noue	16°11'29"N	61°42'11"W
Quiock	16°10'47"N	61°43'6"W

Article 4

L'autorisation est accordée de la date de signature jusqu'au 17 avril 2025.

Article 5

Le prélèvement de 5,2 kg de sol sera réalisé manuellement à l'aide d'une tarière ou d'une pelle.

Article 6

L'opérateur prendra également les dispositions matérielles nécessaires pour éviter tout impact préjudiciable à la Faune, la Fonge et la Flore environnantes.

Les agents commissionnés et assermentés sont compétents pour contrôler la bonne exécution du présent arrêté et habilités à verbaliser en cas d'infraction.

Le bénéficiaire devra présenter l'autorisation à toute réquisition de ces agents et soumettre le prélèvement éventuel à leur contrôle.

Par ailleurs, le non respect des règles et prescriptions administratives applicables à la présente autorisation, peut entraîner une procédure administrative à l'encontre du bénéficiaire.

Article 7

Le cas échéant, l'autorisation ne dispense pas le responsable de l'étude de demande de dérogation pour la capture ou l'enlèvement, la destruction, la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13616*01).

Article 8

Le cas échéant, le responsable de l'étude devra présenter une déclaration relative au dispositif « APA » (Accès et partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées) effectuée auprès du Ministère de la transition écologique et solidaire préalablement à la campagne de collecte d'échantillons.

(<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/apa-declaration-pphysique>)

Article 9

Les personnes autorisées à pratiquer ces prélèvements (article 1) devront porter un brassard « partenaire Parc national de Guadeloupe » lors de leurs activités en cœur de parc national (à retirer à l'accueil aux heures d'ouverture - Montéran - 97120 Saint Claude).

Article 10

Le responsable des prélèvements veillera à tenir le Parc national de Guadeloupe informé du déroulement des opérations par l'intermédiaire du Service Patrimoines (SPAT) ou du Pôle Terrestre :

- Aurélie Brute (Chargé de mission « Milieux terrestres ») :

aurelie.brute@guadeloupe-parcnational.fr – 0690 19 30 90

- Georges Petit-le-Brun (Responsable des Gardes Moniteurs) :

georges.petit-lebrun@guadeloupe-parcnational.fr – 0690 83 78 43

Si cette condition n'est pas respectée, elle entraînera l'annulation de cet arrêté.

Article 11

Un rapport concernant les spécimens collectés et leur géolocalisation sera fourni au Parc national de la Guadeloupe **dans un délai d'un mois maximum après la fin de chaque mission**. Dans le cas où les spécimens auront été identifiés, le rapport devra les mentionner.

En fin d'année, la liste récapitulative de l'ensemble des espèces identifiées, avec les coordonnées GPS, sera remise au Parc national de la Guadeloupe sous format tableur pour intégration dans sa base de données et SINP en lien avec le Service Informatique (SI), selon les modalités spécifiées dans la rubrique « contribuer » de l'Atlas Karunati : <https://karunati.fr/contribuer/>

Article 12

Toutes les publications qui découleront de ces études devront mentionner l'autorisation du Parc national de la Guadeloupe dans la rubrique « remerciements ». Une version PDF de ces publications lui sera adressée.

Article 13

Ce projet de prélèvements assure la totale gratuité d'accès aux sites sous la responsabilité du Parc national de la Guadeloupe et des concessions partenaires pour l'entièreté de la durée de l'autorisation.

Article 14

Le chef du Pôle Terrestre et la responsable du Service Patrimoines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente autorisation qui sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe et notifiée aux intéressés.

Article 15

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé avec avis de réception, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Basse-Terre territorialement compétent.

Fait à Saint-Claude, le 12/03/2025

La Directrice adjointe,
Directrice par intérim

Leslie VÉRÉPLA

